

Recherche d'Action, Communication Participative: Pourquoi les Gouvernements ne Font pas Attention

Par Keyan G. Tomaselli

Introduction à ce Numéro de la Revue

La recherche d'action participative et les pratiques participatives de communication, tout comme la communication de soutien au développement, ne sont pas des idées nouvelles aux académiciens africains (Servaes et al 1996; White et al 1994). En effet, bon nombre de départements dans les universités africaines ont tendance à souligner ce dernier, tout en travaillant en étroite collaboration avec des organisations d'éducation à distance (Ansu-Kyermeh 1991, 1994).

Cette approche développementale reflète, sans doute, la nature rurale du développement, dans la majorité des pays africains, par rapport à ceux du Premier et Deuxième Mondes. C'est aussi un bon indicateur de l'urgence dans laquelle se trouvent ceux qui s'efforcent de résoudre les problèmes posés par le sous-développement. Pour se faire, il ne faudrait jamais oublier d'impliquer les citoyens aux interactions avec ceux qui prennent les décisions, ainsi qu'avec les responsables à Durban, qui travaillent au Centre de la Culture et des Etudes des Médias (Legakane 1997; Kasongo 1996).

Ce qui est extra-ordinaire, comme le savent bien ceux qui travaillent dans le "paradigme participatif" plus élargi, c'est

Prof Tomaselli est le Directeur du Centre des Etudes de la Culture et des Medias, Université de Natal, Durban, Afrique du Sud.

l'impatience que manifestent les départements des gouvernements, les économistes, l'industrie incorporée des médias et certains éducateurs, envers les académiciens/praticiens. On demande aux académiciens de tacher d'être réaliste et terre à terre. Ceux-ci se trouvent frustrés, agacés et aliénés, à chaque fois que les projets, qui ne tiennent pas compte des aspects culturels, essuyent l'échec (Klitgaard 1993:49).

Mon expérience, en tant que spécialiste en médias en Afrique du Sud, Département du Comité des Conseils sur la Santé, le SIDA et les STD, n'a pas été différente. Les bureaucrates, et même certains secteurs de la fraternité médicale, se sont montrés incapables de comprendre que l'approche qui consiste à imposer des consignes au public cible, risque de se faire aliéner d'avance. Car les personnes intéressées ne se sentent pas directement concernées. Elles ne voient pas en quoi cela leur concerne, puisque les responsables des projets ne tiennent pas compte de leur expérience.

Cette situation crée des attitudes qui empêchent le bon accueil des messages importants qui auraient pu améliorer le niveau de vie. Cela en dépit de l'abondance des moyens budgétaires et de l'efficacité de la technologie déployée.

Les politiciens montrent beaucoup d'ignorance à l'égard des stratégies de communication et responsabilité en communication. On se fixe vite des projets, sans jamais se soucier du public cible, sans faire aucune étude de faisabilité, sans tenir compte des différences culturelles, sans même déterminer la possibilité d'interaction et la cohérence conceptuelle. On se presse de baser des projets encore plus importants sur d'autres qui sont mal conçus, depuis les niveaux les plus fondamentaux. Ces projets vite-faits rassurent provisoirement les bureaucrates, en leur donnant le sentiment de faire quelque chose. Au fond, ils cherchent à donner l'impression fautive aux électeurs, qu'ils sont en train de faire quelque chose de positive et d'urgent. Cela en dépit de nombreux témoignages qui devraient décourager cette façon impromptue d'agir.

La panique prend la place des stratégies; la confusion s'installe, on ne fait plus référence aux populations cibles (voir Parkie: Problems of Billboard Communication). Pendant tout ce fiasco, l'épidémie HIV continue de ravager les économies des pays du continent africain. Comme a dit l'académicien/économiste et Conseiller, Robert Klitgaard (1992:49), "Les échecs constants des projets de développent ... se sont soldés en série de rappels qu'il faudrait tenir davantage compte des cultures africaines".

Quelles sont ces cultures africaines, et comment faire pour les mobiliser et les incorporer aux formes expressives, qui soient authentiques, trans-culturelles, tout en étant compréhensibles aux populations ? Comment faire pour y parvenir et mobiliser les valeurs et les connaissances indigènes? Ce sont là les préoccupations qui semblent avoir inspiré l'étude de Donald Guambe et Arnold Shepperson dans ce numéro de la revue des médias. Leur constitution des concepts sur les politiques culturelles dans le contexte africain sert d'encadrement aux exposés centrés sur la communication proprement dites, qui suivent. La contradiction majeure dans ce domaine demeure le fait que les banques ainsi que d'autres institutions financières, les gouvernements et les agences de développement, les spécialistes locaux et étrangers, tous cherchent à imposer des théories non vérifiées du Premier Monde aux contextes totalement différents du Tiers Monde.

Toutes les études dans ce volume s'adressent, chacune de sa propre manière, à la question de Klitgaard. Tout en centrant leurs exposés moins sur les politiques que la communication de Klitgaard, les auteurs de cette collection d'articles discutent les problèmes contextuels de la communication et l'éducation en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Botswana et au Malawi. Leurs analyses se basent sur des expériences approfondies, acquises sur le terrain, en travaillant avec les populations intéressées, sur des réalités quotidiennes. Ces auteurs se sont heurtés contre nombreux obstacles, et connaissent bien les problèmes du développement des régions rurales des pays africains. On peut

peut-être prétendre que ces spécialistes font partie de la "tour d'ivoire". Cependant la nature et les exigences de leur profession leur obligent d'oeuvrer pour la réalisation des théories, des changements effectifs en face des forces structurelles extrêmement puissantes.

Le théâtre, la recherche d'action, l'imprimerie et autres formes d'expression centrées sur le sujet sont vues comme une approche plus efficace, en ce qui concerne la modification des attitudes sociales, quant il s'agit des communautés et des groupes spécifiques. En effet cette stratégie est beaucoup mieux que celle qui est souvent adoptée par les technocrates, qui s'est révélée, jusque-là, incapable de transmettre les messages des médias destinés au public cible. Celle-ci est basée sur le modèle de Shannon et Weaver (1949), dérivé par les académiciens en communication. Ce modèle suppose que tous les membres du public visé partagent les mêmes conditions de réception et réagissent de la même manière.

Felix Fandyroy Moyo a raison dans son affirmation que "Le dramatique pourrait enlever le "stigmate" de "masse" du concept de communication", pour le ré-orienter de la conception "d'une manipulation organisée", vers "une interaction spontanée et naturelle". Cette communication de base devrait se révéler difficile à détourner dans le but de satisfaire des intérêts personnels, car les politiciens, ayant peu de contact avec les réalités locales, comprennent mal les besoins rudimentaires. Cependant, Kerr signale qu'il faudrait toutefois faire très attention.

L'analyse faite par Lynn Dalrymple de l'utilisation des activités dramatiques dans l'éducation du public sur l'épidémie SIDA (Projet DramAidE), montre une modification importante de l'identité féminine chez les membres de l'ethnie Zulu, qui se manifeste par la diminution régressive du régime social patriarcal. Ce changement est lié au processus politique plus global, qui caractérise le nouveau Etat de l'Afrique du Sud. L'origine de la méthodologie DramAidE fut la critique de Dalrymple (1987) des notions du théâtre, empruntées de l'Occident, qui montra d'une

manière sans équivoque l'incohérence de celles-ci dans une situation rurale en Afrique. Sa notion alternative "du théâtre communautaire" fut l'une des façons de revaloriser et de redynamiser la "Culture Africaine" dans l'éducation de la santé et d'autres aspects sociaux.

La recherche des médias de l'action, qui laisse les populations cibles concevoir leurs propres messages, à l'aide d'un spécialiste des médias, est définie par Warren Parker (1994), qui fut l'un de ceux qui ont établi le Département des Médias de Campagne contre le SIDA. Tout comme Dalrymple, celui-ci s'inspire des expériences et connaissances d'académicien/praticien, pour formuler le noyau du programme national de renseignements sur le SIDA. Celui-ci fonctionne en collaboration étroite avec les bénéficiaires potentiels de la société civile, ainsi qu'avec les ONGs de Santé.

Au contraire du projet DramAidE, et malgré le soutien d'un Forum National de Médias sur le SIDA, les recommandations de Parker, ne fussent pas réalisées avec cohérence. Le gouvernement préféra gaspiller une bonne partie du budget de 1995 sur une pièce de théâtre de haut niveau, **Sarafina 2**. Celle-ci fut catastrophique non seulement sur le plan des médias, mais aussi en ce qui concerne la diffusion des renseignements sur le SIDA. On créa des malentendus, aussi bien chez les membres bien portants des communautés cibles, que chez les malades. Sarafina 2 était vu par plusieurs milliers de spectateurs. DramAidE influa sur la vie des millions de participants, et coûta une fraction des dépenses inutilement consacrées à l'Extravagance de Mbongemi Ngema. En effet **Sarafina 2** constitue un bon exemple de l'anti-communication caractérisée par l'imposition des renseignements inappropriés par des autorités incompetentes. David Kerr remarque que ce genre d'intervention peut s'améliorer en incalquant ce qu'il appelle "théories brutes" des formes culturelles. Son avis est que celles-ci constituent une distraction pour les spectateurs, qui facilite l'assimilation de l'aspect didactique du message du développement.

Ces commentaires pourraient décourager le lecteur. En effet, Kerr anticipe cet effet négatif sur les lecteurs de son article. C'est peut-être pourquoi il propose des remèdes possibles au problème. La société civile et les académiciens expérimentés disposent des théories et des techniques, des méthodes et de l'expérience, des témoignages et des politiques. Cependant les gouvernements détiennent le dernier mot quant à la généralisation des projets qui se sont systématiquement vérifiés. Cela peut-être en raison de l'emprise universelle du modèle de communication de Shannon Weaver sur ceux qui continuent à penser conventionnellement. Mais aussi en partie à cause du manque du soutien politique à ce niveau fondamental, qui semble attirer peu d'attention des autorités au pouvoir. Ces préjugés contre les activités de petite envergure, par ceux à la recherche de la gloire, sont à la base des difficultés que rencontrent les tenants des théories de communication participative et ceux qui s'impliquent directement dans les projets de développement.

Kerr remarque que dans le cas des modèles de communication plus sophistiqués, les formes culturelles fournissent les canaux de communication, par l'intermédiaire desquels négocient les communautés subalternes avec les institutions qui cherchent à effectuer des changements innovateurs, dans la société. Le projet DramAidE constitue un exemple excellent de ce genre d'expérience, ainsi que le remarque Dalrymple dans son article. Cela se trouve être le contraire de l'exemple pessimiste de Kerr, dans certaines régions de l'Afrique du Sud. Le cas de DramAidE est exceptionnel, en ce qui concerne ses rapports avec le gouvernement provincial et les politiciens, ainsi que sur le plan de la rentabilité. Il s'agit d'un projet, qui fut initié par l'ancien Département de la Santé de Kwazulu, qui fut généralisé au niveau national en 1996. Dans la région de Kwazulu-Natal, DramAidE négocia une guerre civile et des contextes sociaux qui favorisaient les infections de HIV. Celui-ci mobilisa aussi les formes culturelles et traditionnelles, afin d'incorporer le développement des deux messages, ainsi que des stratégies

destinées au changements des comportements, dans le but de combattre les problèmes de HIV et les infections des STD.

C'est de ces origines modestes que DramAidE s'est développé, pour englober de nombreux aspects de la vie des populations cibles, en Afrique du Sud. Soit, celui-ci n'échappe pas à tout scepticisme. Néanmoins son succès a vue se réunir des équipes des spécialistes dont: des anthropologues, des praticiens paramédicaux, des statisticiens, des psychologues, des chercheurs du secteur du SIDA, ainsi que d'autres spécialistes en science sociales. Ceux-ci se réunissent pour constituer un corps compréhensible de connaissance, qui cherche à allier la recherche d'action participative, les pratiques participatives de communication et les questions de la santé. En même temps, le plan national des médias sur le SIDA de 1997, semble enfin gagner l'attention du Conseil d'administration du SIDA qu'il mérite.

Ce plan souligne l'intégration des médias de toute envergure, aux pratiques participatives, ainsi qu'aux messages relatifs à la santé, sans pour autant oublier le rôle que peut jouer les programmes tel que DramAidE, ainsi que la contribution des spécialistes dévoués comme Parker, Kerr et Moyo. Il faut toutefois avouer que la philosophie participative continue à être sapée, par la concurrence des projets à court terme (qui attirent davantage l'attention des politiciens), en dépit de leurs effets qui vont souvent à l'encontre des objectifs communicationnels à long terme. Il faudrait néanmoins soutenir les plaidoyers en faveur de la démocratisation des pratiques communicationnelles, car celles-ci s'avèrent aussi importantes que le combat lui-même.

En Afrique, les projets de développement se trouvent souvent pris entre les contradictions, créées par les intérêts de l'élite dans les centres urbains, et ceux de la masse populaire, qui habite encore dans les régions rurales. Ce dernier groupe survie tant mal que bien, parfois grâce au soutien des ONGs locales. Comme l'affirme Kerr, quelques-unes de ces organisations sont

dévouées aux principes de participation, d'autres ne le sont pas. Ainsi cette édition de *African Media Review* se consacre à une analyse des problèmes et des perspectives de l'approche participative de recherche d'action. Elle s'efforce de montrer comment les gouvernements peuvent faciliter ou gêner les efforts de développement.

Ce volume est composé de quatre articles, tirés du projet de DESCOM (Communication de Soutien au Développement). Ce projet fut initié par le Conseil de Recherche des Sciences Humaines (HSRC), Pretoria, Afrique du Sud (Nyamnjoh 1997). Ces communications fussent présentées lors du Colloque de la Culture, la Communication et le Développement (HSRC) de 1996. Celui-ci était organisé par le Département de Communication, de l'Université de l'Afrique du Sud, en collaboration avec l'UNESCO et le Centre des Etudes de la Culture et des Médias, de l'Université de Natal. Le DESCOM symbolise les efforts d'allier la théorie à la pratique et de reformuler la notion "des productions artistiques" et la "culture" dans les contextes de développement. Cette stratégie participative réserve une considération privilégiée aux bénéficiaires des projets, avec qui on doit discuter les besoins, les stratégies de recherche, les solutions appropriées, ainsi que leur conception des programmes de développement.

Il est tout à fait possible que le dramatique devienne une partie composante des études de développement, notamment dans les départements des universités africaines. Cependant Klitgaard, économiste de renommée dans le secteur du développement, nous rappelle que la clé aux solutions recherchées demeure dans les connaissances approfondies de la culture. Malheureusement, peu d'économistes prennent le temps d'apprécier ce facteur incontournable à sa juste valeur...